

PRÉFET DE LA VENDÉE

Arrêté n°18-DRCTAJ/1- 555

mettant en demeure la société VIENNOISERIE LIGERIENNE de respecter les dispositions applicables à l'installation classée qu'elle exploite à Mortagne-sur-Sèvre

Le Préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5;

Vu l'arrêté préfectoral n°02-DRCLE/1-650 du 18 décembre 2002 autorisant la société VIENNOISERIE LIGERIENNE à poursuivre et à étendre l'exploitation de son unité de fabrication de viennoiseries industrielles sur le territoire de la commune de Mortagne-sur-Sèvre ;

Vu l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement qui dispose, en son article 1, que, sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L.512-3, L.512-5, L.512-7 et L.512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet ;

Vu l'article 4.5.4.2 de l'arrêté préfectoral n°02-DRCLE/1-650 du 18 décembre 2002 susvisé qui dispose :

« La synthèse des résultats des contrôles internes et externes est transmise trimestriellement à l'inspecteur des installations classées » ;

Vu l'article 4.5.3 de l'arrêté préfectoral n°02-DRCLE/1-650 du 18 décembre 2002 susvisé qui dispose pour les eaux pluviales :

« Une analyse annuelle est réalisée sur un échantillon moyen représentatif d'une journée. Le résultat de ce contrôle ainsi que les conditions de prélèvement sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées » ;

Vu l'article 8.1.4 de l'arrêté préfectoral n°02-DRCLE/1-650 du 18 décembre 2002 susvisé qui dispose pour les installations électriques :

« Les installations sont réalisées conformément aux normes en vigueur et à l'arrêté du 31 mars 1980 dans les locaux à risque d'explosion. Les installations, notamment les prises de terre, sont périodiquement contrôlées par un organisme compétent, et maintenues en bon état. Les rapports de visite sont maintenus à la disposition de l'inspection des installations classées » ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 17 août 2018 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 14 août 2018, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- le Q18 établi par DEKRA le 27/12/2017 mentionne que les installations peuvent entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion ; les installations ne sont donc pas maintenues en bon état ;
- l'exploitant n'a pu présenter d'analyses récentes sur ses rejets d'eaux pluviales ;
- l'exploitant ne transmet plus depuis janvier 2017 ses résultats de surveillance sur ses rejets d'eaux industrielles ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 1 de l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement, 4.5.4.2, 4.5.3 et 8.1.4 de l'arrêté préfectoral n°02-DRCLE/1-650 du 18 décembre 2002 ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société VIENNOISERIE LIGERIENNE de respecter les prescriptions des articles 1 de l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement, 4.5.4.2, 4.5.3 et 8.1.4 de l'arrêté préfectoral n°02-DRCLE/1-650 du 18 décembre 2002, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

ARRETE

Article 1 : La société VIENNOISERIE LIGERIENNE, exploitant une unité de fabrication de viennoiseries industrielles sise Z.I. Le Gautreau II à Mortagne-sur-Sèvre est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 1 de l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement, 4.5.4.2, 4.5.3 et 8.1.4 de l'arrêté préfectoral n°02-DRCLE/1-650 du 18 décembre 2002 :

➤ **dans un délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté :

1. en mettant ses installations électriques en conformité de telle manière à obtenir pour le site un Q18 mentionnant que les installations ne peuvent pas entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion ;

➤ **dans un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté en :

2. en réalisant une surveillance de ses eaux pluviales ;
3. en transmettant via l'application GIDAF les résultats de la surveillance de ses eaux industrielles sur l'année 2017 et les six premiers mois de l'année 2018.

Article 2 : L'exploitant adresse au préfet, dans des délais de 4 mois (points 2 et 3 de l'article 1) et 7 mois (point 1 de l'article 1) à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

Article 3 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Ile-Gloriette – CS 24111 – 44041 Nantes Cedex) :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 5 : Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Mortagne-sur-Sèvre et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché dans cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture (pôle environnement - section des installations classées).

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à La Roche-sur-Yon, le
Le Préfet,

11 SEP. 2018

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
de la Préfecture de la Vendée

François-Claude PLAISANT

Arrêté n°18-DRCTAJ/1- 555

mettant en demeure la société VIENNOISERIE LIGERIENNE de respecter les dispositions applicables à l'installation classée qu'elle exploite à Mortagne-sur-Sèvre